



Paris, le 05 septembre 2024

**Dérive budgétaire :**  
**Les entrepreneurs ne pourront pas payer l'addition !**

- *Le déficit s'annonce plus grave que prévu entraînant 15 milliards de dépenses supplémentaires*
- *L'IGF propose de réaliser des économies sur les aides aux entreprises*
- *Les entrepreneurs ne peuvent pas payer le prix d'une politique de dépenses publiques inconséquente.*

**Le ministère de l'Économie et des Finances vient de rendre publiques de nouvelles informations concernant les comptes de l'État, de la Sécurité Sociale et des collectivités. Non seulement le déficit ne parvient pas à poursuivre sa trajectoire de retour à la normale, mais la dépense publique semble désormais hors de contrôle. Avec une prévision de déficit à 5,6%, il sera nécessaire de trouver *a minima* 15 milliards d'euros pour tenir un déficit de 5,1%, ce qui est loin d'être satisfaisant pour le pays.**

Dans ce contexte, l'urgence est de s'interroger sur des mesures d'économie drastiques visant à équilibrer notre modèle social et public. Pourtant de nombreuses voix s'élèvent pour aller chercher rapidement de l'argent auprès des entreprises en augmentant les cotisations sociales, en réduisant le Crédit Impôt Recherche ou encore en alourdissant la fiscalité sur les transmissions des entreprises, comme mentionné hier dans une note de l'Inspection Générale des Finances.

Les entrepreneurs de CroissancePlus alertent les décideurs publics et l'opinion sur les conséquences dramatiques pour l'économie d'une surtaxation de court terme qui conduit à un environnement fiscal instable : baisse des embauches et des investissements, perte d'attractivité auprès des investisseurs, report des projets d'implantation et d'extension de capacité.

La problématique de la dépense publique en France n'est pas nouvelle et se fonde sur un système structurellement déséquilibré : périmètre de l'Etat, des collectivités, inadéquation entre le modèle social et notre réalité démographique, financement de la Sécurité Sociale par le travail. Les maux sont connus et anciens.

Dans l'urgence, il convient donc de ne pas détruire notre avenir en sacrifiant la pérennité de nos entreprises, de leurs salariés, de leur recherche et développement et de leurs investissements et de se poser les bonnes questions en matière de gisements de productivité et de structures de l'état à simplifier et rationaliser. A moyen et à long terme, la France ne

pourra se développer qu'avec un secteur productif privé dynamique, prospère et bien financé et des services publics optimisés et efficaces.

**Pour Audrey Louail, Présidente de CroissancePlus :** « *La situation financière du pays n'est pas une surprise. Nous devons collectivement choisir de réformer la dépense et les recettes publiques de manière structurelle, cohérente et sans menacer à court terme les dynamiques d'investissement et de recrutement. Les entreprises de France sont les plus fiscalisées d'Europe. Trop d'impôt tue l'impôt, et nos entreprises par la même occasion.* »

Contact presse :

Guillaume Bazaille : [guillaume.bazaille@bazailleconsulting.com](mailto:guillaume.bazaille@bazailleconsulting.com)

**CroissancePlus**  
Grandir ensemble

Premier réseau français des entrepreneurs de croissance créé en 1997,  
CroissancePlus se veut force de propositions et d'influence auprès des pouvoirs publics  
et leaders d'opinion pour favoriser la croissance des entreprises  
et la création d'emplois en France.

152 boulevard Haussmann 75008 Paris

[contact@croissanceplus.com](mailto:contact@croissanceplus.com) | [www.croissanceplus.com](http://www.croissanceplus.com)